

L'Hebdo adaire

Journal un peu chameau

Informations sur le projet AZAWAGH N° 36 -1er octobre 2019

Editeur responsable: Bernard Cardon de Lichtbuer, avenue des Camélias, 75, 1150 Bruxelles

www.azawagh.be

Edito

Chers amis d'Azawagh,

Vous voilà rentrés de vacances, vous avez eu bien chaud, même trop chaud, et vous avez vu comme la nature souffrait du manque de pluie.

Bonne nouvelle, nos amis du Sahel ont eu une bonne saison de pluies dès le mois de mai pour le plus grand bien de nos plantations.

La nouvelle saison de plantation a commencé en août.

Les arbres plantés l'an dernier poussent bien.

Cela veut dire que notre modeste participation à la grande muraille verte du Sahel est sur la bonne voie. D'autres communautés pastorales du pays sont désireuses de nous imiter. Cela montre qu'une prise de conscience est en cours.

Mais comment financer tout cela ?

Vous avez voyagé cet été, souvent en avion, et donc émis quelques tonnes de gaz à effet de serre (CO2). Pourquoi ne pas compenser en soutenant notre projet « Bois de village ». Calculez la compensation avec votre cœur !

La situation politique et sécuritaire reste désastreuse, les routes et les pistes sont en mauvais état, des réfugiés viennent du Mali avec leur troupeaux et des incursions terroristes sont fréquentes, venant tant du Mali et du Burkina que du Nigéria. La population est de plus en plus pauvre.

Merci à tous pour votre persévérance.

Bernard Cardon de Lichtbuer, président d'Azawagh

La vie de notre association

La grande ceinture verte de Dakar à Djibouti, nous y participons, avec un tout petit maillon.

Ce projet de reforestation est audacieux, mais nous l'avons soutenu puisque les services compétents du Ministère des Eaux et Forêts estiment qu'il est possible, même si un succès total n'est pas garanti.

Les résultats ne sont pas brillants, mais satisfaisants vu les conditions climatiques (voir ci-dessous les rapports).

Nous sommes sur le front de la lutte contre l'avancée du désert.

C'est là que les effets du réchauffement climatique sont les plus grands (autant que dans l'Arctique et l'Antarctique).

Nous aidons aussi les populations locales à survivre.

Planter des arbres est nouveau pour eux. Jusqu'il y a peu, ils croyaient que c'était Allah qui plantait des arbres, mais maintenant ils ont bien compris.

Encore faut-il les motiver pour qu'ils s'approprient vraiment ce projet.

Outre la grande muraille verte, ces plantations vont leur procurer de la nourriture, surtout pour leurs animaux, et, espérons-le, à un stade plus avancé, des légumes pour l'alimentation humaine.

De nouveaux puits sont en voie de creusement et leur financement pèse lourdement sur nos budgets.

Une épidémie a décimé la population des ânes et on nous demande de financer l'achat de 25 ânes. Les ânes sont les moyens de déplacement, les taxis-brousse, pour la population et ce sont aussi des ânes qui transportent l'eau pour l'arrosage.

Education : extrait du rapport de Marie-Françoise De Munck

« La fin de l'année scolaire 2018-2019 a été difficile. En termes de réussite, pour l'ensemble du Niger ce fut une année catastrophique, avec les résultats les plus faibles depuis 6 ans. Les taux de réussite au brevet et au bac tournent autour des 26%. Cette situation est le résultat du manque d'investissements dans le domaine de l'éducation et du niveau lamentable de l'enseignement primaire. De ce côté, peu d'évolution en vue.

Deux élèves de l'internat de Tchinta ont tout de même réussi le bac ! Ceux qui ont échoué veulent poursuivre et garder à tout prix cet accès que nous leur avons ouvert à l'enseignement et à la valorisation sociale qu'il permet.

Comme chaque année, une dizaine de jeunes s'appuieront sur l'internat de Tahoua, une quinzaine sur celui de Tchinta. Sans compter les autres membres du clan qui y passeront plus ou moins de temps. »

Les dépenses totales depuis le 1^{er} janvier se sont élevées à 50.000 € dont 25.000 € pour le projet « Bois de village » et 10.000 € pour les puits permettant de mieux approvisionner les arroseurs.

Les autres dépenses concernent la cantine de l'école d'Adjangafa et comme d'habitude, des salaires, des frais de mission et des réparations de voitures.

D'ici la fin de l'année, nous devons encore payer les arroseurs (food for work : 4.000 €), continuer des travaux de puits (9.000 € pour approfondir le puits d'Awilguine, acheter des ânes (25 ânes à 150 € l'âne soit 4.000 €), achever la maison de l'instituteur de Tangalma.

Nous appelons au secours, car les caisses sont vides.
--

Nos principales ressources de l'année ont été le spectacle « l'Homme de la Mancha », un don d'une fondation privée, Femmes d'Europe, Vie d'Enfant-Kinderleven, les anniversaires de Gérard et Priska et les nombreux dons de vous tous qui nous soutenez depuis tant d'années.

Et bien sûr, ce n'est pas terminé. Il faudra encore en 2020 au moins 35 à 40.000 € pour le projet « Bois de village » (pour achever la phase deux et pour la phase trois), quelques 15 à 20.000 € pour les dépenses diverses, aides ponctuelles, pour achever l'année 2020.

Tout cela est financé par vos dons : 750.000 € depuis l'origine (2005) jusqu'à ce jour.

<h2>Un immense MERCI</h2>

<p>Nous voudrions pouvoir vous remercier, chacun en particulier et vous nous pardonner de le faire collectivement à travers l'HEBDROMADAIRE qui en est à son 36^{ème} numéro.</p>

L'année 2019 a été, pour moi, votre président et pour Marie-Claire, mon épouse, une année difficile au point de vue santé. Traitements lourds et épuisants. Jusqu'ici nous avons survécu.

Annus horribilis comme dirait la « Queen Elizabeth ».

Merci à tous ceux qui nous ont encouragés et aidés pendant cette période, merci à Monique et Jacques qui ont accueilli Ortoudo en juin.

Mais il faut continuer car nos amis du Niger vont de l'avant et espèrent que leurs amis belges sont toujours prêts à les suivre.

Situation des plantations au cours de l'été 2019 (août-septembre)

La campagne de plantations s'est bien déroulée au mois d'août en présence de Ali Nono et Mamane. Ortoudo s'est rendu sur place à la fin du mois de septembre avec pour mission de motiver la population et l'encourager à remplir les différentes tâches.

Les conditions étaient excellentes grâce aux pluies abondantes.

Etant donné un succès mitigé des plantations de 2018, il a été décidé de changer les choix des arbres.

Extrait du rapport de Mamane :

« Si je me souviens bien au début nous avions prévu de planter de l'acacia albida pour augmenter la production fourragère dans la zone et au deuxième scénario du Neem pour une question de production de bois d'œuvre (perches et traverses mais également pour servir de brise vent). S'agissant du problème de divagation (errance) des animaux c'est aussi cette espèce qui est la mieux indiquée car peu ou pas appétée (broutée) par les chèvres.

A la première année ces deux espèces n'ont pas été plantées car les dispositions de leur production en pépinière n'étaient pas prises.

Cette année c'est le promoteur lui-même qui s'est fixé un objectif quantifié de production de deux espèces à savoir le Prosopis et le Neem puisque ce sont des plantes qui grandissent vite.

Dès le montage il a été bien dit pour gagner le pari il fallait clôturer les sites avec grillage avec piquets en fer. »

Ces piquets métalliques ont été acquis au mois d'août pour 4.250.000 FCFA non prévus au budget. Il faut signaler que la loi interdit de faire de clôtures durables dans la zone pastorale. Il a fallu demander une dérogation.

Entre temps un autre problème est survenu, touchant l'ensemble de la population et en particulier les transports d'eau destinés à l'arrosage.

Une épidémie a décimé la population des ânes et il va falloir reconstituer le cheptel.

Ortoudo : « Je vous ai parlé des ânes dont la population a tout perdue suite à des maladies, alors que ses ânes sont des moyens de déplacement pour la population, c'est leur taxi de brousse. Nous voudrions au total 25 ânes pour les deux villages, Adjangafa 13 ânes et Tekinawane 12. Un âne coûte 100.000 FCFA dont au total fait 2.500.000 FCFA. »

Nous reprenons ci-dessous le rapport du « Commandant » de Tchintabaraden :

REPUBLIQUE DU NIGER / REGION DE TAHOUA / DEPARTEMENT DE TCHINTABARADEN
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT
DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORT DE LA MISSION

**SUIVI DES PLANTATIONS DE REGARNIS SUR LES SITES BOIS VILLAGEOIS DE
AJANGAFA ET TEKENEWENE**

—
COMMUNE URBAINE DE TCHINTABARADEN

Période : Septembre 2019

INTRODUCTION

La zone d'intervention est située dans le Département de Tchintabaraden région de Tahoua.

C'est une localité habitée par des nomades constitués des Peulhs et Touaregs avec pour principales activités économiques l'élevage et le petit commerce. L'agriculture est pratiquement impossible compte tenu du caractère pastoral de la zone.

Au plan Environnemental, les deux terroirs Tekinawane et Adjangafa connaissent un niveau de dégradation accéléré des ressources sylvopastorales affectant de manière alarmante les conditions de vie des communautés de base. Cela, accentue la vulnérabilité des populations face aux effets de changement et variabilité climatiques. C'est d'ailleurs, pour cette raison que l'Association **KAOURITEL** a entrepris des actions de CES/DRS par la réalisation de demi lunes sylvopastorales pour renforcer la couverture végétale d'une part, et

d'augmenter les sources de revenus et d'emplois d'autre part. Des bois villageois ont été également créés pour briser la vitesse du vent et réguler la température.

Secoués par l'aridité et le changement climatique les zones pastorales Nord en général et la zone pastorale de la Commune Urbaine de Tchintabaraden en particulier, qui jadis regorgeait d'importants tapis herbacés et de vallées constituées des ligneux est aujourd'hui soumise à une dégradation des parcours. Malgré tous les efforts consentis en matière de restauration des espaces pastoraux à travers la confection des ouvrages anti érosifs consolidés par des plantations et ensemencement, le résultat reste et demeure peu reluisant. Cette situation se justifie des effets liés aux conditions climatiques très difficiles et du caractère pastoral de la zone dont la capacité de charge est supérieure à la normale.

Le présent rapport fait suite à une mission de Suivi et évaluation du taux de reprise des plantations de regarnis effectuées sur les sites bois villageois et de Récupération des terres mis en œuvre par l'Association des Eleveurs Kaouritel à Adjangafa et Tekinawane.

En effet, au cours de la précédente mission de suivi, il a été relevé un certain nombre de défaillances liées à l'entretien (protection et arrosage des plants) ; à la divagation des animaux et aux attaques des rongeurs.

Cet état de fait, a occasionné un fort taux de perte des plantations 2018.

C'est pourquoi une plantation de remplacement des manquants a été envisagée à près de 80 % avec des espèces mieux indiquées pour le brise-vent sous forme de bois villageois car, elles sont moins peu ou pas appréciées par les chèvres et moutons.

Courant mois d'août, cette plantation de regarnis a été réalisée au niveau de chacun des sites villageois pour un total de 3200 plants placés et plantés.



Etat des plants de regarnis (Neem) à Ajangafa et Tekenewen au mois d'Août 2019

1. Objectif de l'opération de regarnis

L'objectif visé par cette opération est d'améliorer le taux de réussite des plantations et de redonner une place de choix aux opérations bois villageois dans cette zone.

2. Rappel des contraintes de la plantation antérieure

L'évaluation de la mise en œuvre du Bois villageois et sites de récupération des Terres respectivement à Tekinawane et Adjangafa au cours de la mission de suivi effectuée en avril dernier a relevé les difficultés ci-après qui sont entre autres les principales sources du faible taux de réussite. Il s'agit de :

- Défaillance liée à l'entretien (protection et arrosage des plants) ;
- Divagation des animaux ;

Le problème de la divagation a été identique à tous les niveaux y compris les sites de récupération des terres.

Toutefois, l'opération menée ne constitue pas un échec malgré le faible taux de réussite des plantations de l'année 2018. Elle a connue des impacts positifs qui se traduisent par une installation du tapis herbacé sur un sol dont la situation de référence fait état d'un site complètement dénudé.

Au plan social économique, on note la limitation de l'exode d'autant plus que la mise en œuvre des travaux de récupération des terres et opérations connexes d'accompagnement ont permis de fixer les chefs de familles dans leur terroir d'attache.



Début de stabilisation de l'espace pastoral après la mise en défens

3.1 Proposition des mesures à prendre

Pour une meilleure consolidation des acquis , les dispositions à prendre, après cette opération de regarnis par l'Association doit se pencher sur la question de responsabilisation des populations pour un changement de comportement des

dignes fils du terroir.

A ce titre les manœuvres engagés pour l'arrosage ainsi que les gardiens des sites doivent être suivi et encouragés moralement dans leur noble mission de surveillance et de gestion des sites.

Il faut que la population s'approprie de tous les investissements réalisés ;

S'agissant de la divagation des animaux sur les sites, en plus des gardiens, le promoteur de commun accord avec la base doit s'efforcer pour une reprise de la clôture de fortune avec les piquets en fer qui a été déjà financé par Azawagh afin de réduire voir stopper la divagation des animaux.

(NDLR: Ortoudo est actuellement en mission avec pour objectif la mobilisation de la population.)

CONCLUSION

En conclusion, l'opération de regarnis réalisée cette année rentre dans le cadre de la consolidation des acquis à travers la diversification des espèces du renforcement du taux de couverture des ligneux. En outre, l'installation du tapis herbacé sur le site est au alentour, suite à la dissémination des graines de la campagne écoulée a rassuré les populations sur l'importance de la récupération des terres et de la mise en défens à plus d'un titre.

Cependant, le profit tiré des bénéficiaires est inestimable car a permis de secourir les ménages les plus démunis et de fixer les bras valides dans leur terroir d'attache.

Cependant, pour sauvegarder et pérenniser les investissements réalisés, les populations bénéficiaires doivent changer de comportement et surtout s'approprier des investissements réalisés dans l'intérêt de la communauté.

A ce titre, les travaux d'entretien (arrosage et gardiennage, le redressement de clôture etc) doivent être inscrit à titre de préoccupation de toute la communauté.

Le DDE/SU/DD

Nous n'avons pas pu discuter de ce rapport avec ses auteurs. Il existe un certain flou et nous devons nous en contenter. Les rapports de notre équipe sont parfois différents de ceux de l'administration.

Le grand problème reste le climat et compte tenu de ce facteur défavorable que nous connaissions dès le début nous estimons que les résultats ne sont pas trop mauvais.

Revue de presse : quelques extraits.

Pourquoi cette course des armées étrangères vers le Niger?

Par Selma Kasmi (extraits)

Lutte contre le terrorisme, contrôle des ressources naturelles, encerclement de l'Algérie, prévention contre l'expansion chinoise et russe au Sahel... Le politologue algérien Tewfik Hamel décrypte pour Sputnik la course effrénée des implantations militaires étrangères au Niger depuis deux ans. Entretien.

Paradoxalement, la multiplication des présences militaires internationales et régionales n'a en rien réduit les actes de violence dans ce pays. Selon le dernier [rapport des Nations unies](#), 179 personnes ont été enlevées dans la région de Diffa (sud-est) depuis janvier 2019, dont au moins 66 pour le seul mois de juillet, parmi lesquelles 44 femmes! Cette situation critique a poussé l'ONG internationale Médecins sans frontières à annoncer en août dernier son retrait de Maine Soroa pour «*des raisons sécuritaires*», mais elle a «*maintenu sa présence à Diffa, Maradi, Tillabéry et Margaria*», a-t-elle précisé.

Un millier de Nigériens, essentiellement des étudiants, ont d'ailleurs manifesté en mai dernier à Niamey pour exiger le départ des forces étrangères, accusées «*d'inertie face aux attaques djihadistes meurtrières*», notamment des troupes françaises, américaines et allemandes stationnées dans le pays. Comment l'expliquer ?

© AP PHOTO / MINDAUGAS KULBIS

Pour répondre à cette question, Sputnik s'est entretenu avec Tewfik Hamel, chercheur en histoire militaire & études de défense à l'université Paul Valéry de Montpellier



(sud de la France). Il apporte des éléments de réponse sur le pourquoi de ces

multiples installations de bases militaires au Niger, les raisons réelles de leur implantation et les enjeux économiques et géostratégiques pour ce pays du Sahel.

....

Tewfik Hamel : « Cette présence militaire s'inscrit dans une ruée vers l'Afrique des puissances occidentales. Il ne s'agit pas uniquement de combattre le terrorisme et de s'assurer l'accès aux ressources naturelles, mais aussi de saper les stratégies d'implantation de la Chine et de la Russie sur le continent.

L'Allemagne en particulier, qui a annoncé en octobre 2016 le lancement de la construction d'une base de transport aérien à Niamey,



Sputnik: Pourquoi, selon vous, le Niger suscite-t-il autant l'appétit des puissances militaires étrangères? Quel est le poids géopolitique réel de ce pays ?

Tewfik Hamel : « Le Niger dispose d'un sous-sol qui est l'un de plus riches de l'Afrique sub-saharienne. Ses ressources naturelles comprennent l'uranium, le charbon, l'or, le minerai de fer, l'étain, les phosphates, le pétrole, le molybdène, le sel et le gypse. L'exploitation de l'uranium, par exemple, place le Niger au troisième rang mondial avec 70% des exportations du pays, derrière le Canada et l'Australie. Outre ces raisons économiques, l'implantation au Niger est une stratégie visant l'encercllement de l'Algérie en la privant de sa profondeur sahélienne-africaine. La volonté d'être un électron libre politique fait partie de l'ADN de la personnalité stratégique de l'Algérie. Celle-ci est perçue comme un partenaire incontournable mais difficile – trop récalcitrante pour l'Amérique par exemple. Neutraliser Alger est important dans le grand jeu à venir avec l'engagement de la Russie (avec qui elle développe un partenariat stratégique) et la Chine (qui a exprimé sa participation à la nouvelle route de la soie) en Afrique. »



Angel Losada : « Au Sahel, le vide de l'État, c'est l'oxygène du terrorisme »

ENTRETIEN. Conversation avec Angel Losada, le représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel. Après trois ans et demi de mandat, il évoque le doublement de la population chaque vingt ans, le cercle vicieux de l'insécurité qui obère le développement économique, la radicalisation qui se greffe sur les problèmes ancestraux.

PROPOS RECUEILLIS PAR [BENOÎT DELMAS](#), À BRUXELLES (EXTRAITS)

Publié le 28/02/2019 à 16:02 | Le Point Afrique



Le 21 février, les militaires français ont encore tué au Mali le numéro deux de la principale alliance djihadiste du Sahel liée à Al-Qaïda, l'Algérien Djamel Okacha, alias Yahya Abou El Hamame.

...

Comment le terrorisme s'est-il répandu dans le Sahel ?

Le mal nommé « printemps arabe » a déclenché quelque chose qui était latent. Boko Haram date d'avant 2011. Ce qui déclenche la violence terroriste, dans sa force, c'est l'effondrement de la Libye. Le problème était prégnant depuis la fin de la guerre civile en Algérie. Tous les États du Sahel sont fragiles. Il suffit d'un événement mal géré pour qu'on en arrive à la situation du Mali, cité en exemple il y a dix ans et qui est ensuite tombé dans les mains des djihadistes. À chaque fois, c'est l'ossature de l'État qui est touché. La situation sécuritaire a commencé à dégénérer au nord avant de descendre. Le processus de paix a permis de canaliser le problème. Au Mali, plus personne ne parle aujourd'hui de rupture du pays. Le vide de l'État, c'est l'oxygène du terrorisme. On tombe dans les clashes ancestraux, le problème peul, une communauté présente au Ghana, en Guinée, au Mali... Il prend une importance de plus en plus grande dans la région. Il transperce pour descendre au Burkina Faso.

Le Burkina Faso est-il le nouveau Mali ?

Ce serait excessif de le présenter ainsi. « C'est préoccupant », c'est le mot qu'a employé le président de la République burkinabè lorsque je l'ai rencontré il y a

peu. La violence va vers l'Est, vers une zone qui s'appelle le parc du W. Si les djihadistes s'installent dans cette région, ça va être difficile de les déloger. C'est une forêt dans laquelle ils peuvent trouver un refuge et dans laquelle l'État a beaucoup de difficultés à être présent. Lors d'une conférence sur la protection des parcs à N'Djaména, j'ai précisé qu'il n'y avait pas que l'Afrique centrale mais aussi le parc de W (au Niger). Qui était un poumon économique mais qui du point de vue touristique est quasiment à l'arrêt. Il y a un risque que le problème sécuritaire descende vers le Ghana et le Togo.

Quels sont les plus grands défis du Sahel ?

On trouve au Sahel toutes les crises que connaît le monde : crise sécuritaire, crise du terrorisme, crise de la radicalisation, crise migratoire, climatique, démographique... Au niveau des chefs d'État, il y a une prise de conscience de ces problèmes. Ça ne règle pas tout, mais c'est nécessaire. Il y a une volonté de résoudre eux-mêmes la situation. On parle de cinq millions de km² et d'une population qui double tous les vingt ans. Ils ont besoin de développement économique pour créer une classe moyenne qui donnera une stabilité à cette région. Sans sécurité, les agents économiques publics ou privés ne peuvent assurer ce développement. C'est une théorie classique. Les problèmes s'accumulent : la radicalisation se greffe sur les problèmes communautaires ancestraux. On entre dans un cercle vicieux très difficile à casser. Il faut un développement avec des effets immédiats. L'Alliance Sahel a été créée dans cette perspective. Afin d'approuver des projets dans des zones fragiles et de débloquer du financement immédiatement....

Quel est le poids des religions ?

Si on lit les Constitutions et même l'accord du Mali, le mot laïcité est repris mot pour mot. Il est difficile de parler de laïcité dans des pays où 90 % de la population est musulmane comme au Niger... Il ne faut pas confondre la signification de ce mot en Europe et au Sahel. C'est un terme très sensible. Le vide de l'État a permis la multiplication des agents religieux dont on sait d'où ils viennent, sans en connaître les agendas. Si on ne règle pas le problème de façon légale comme le font les Marocains avec la formation des imams, savoir combien il y a de mosquées, s'assurer que les prêches ne sont pas radicalisés, on va au-devant de grands problèmes à court-terme. Il y a une prise de conscience de la radicalisation. Dans les cinq pays du Sahel, l'Islam est très présent. À part le Burkina où il y a une forte communauté chrétienne, la Mauritanie est une République islamique, au Mali il y a plus de 60 % de musulmans ; au Niger, 90 % ; au Tchad, 100 % au nord ; au Nigeria, il y a une séparation nord-sud très claire. Au Nigeria, j'ai vu fleurir quantité de religions, vous trouvez « les ambassadeurs du Christ » et autres églises par centaine, avec d'importants moyens, des voitures, de la logistique. C'est devenu un business.

Mariages d'enfants au Mali et au Niger: pourquoi cette coutume perdure

Les mariages précoces sont très répandus en Afrique de l'Ouest, surtout au Niger et au Mali. Des organisations islamiques ont un avis contradictoire sur cette coutume. Opposées aux projets de loi voulant l'interdire avant 18 ans, elles dénoncent la trop grande liberté sexuelle qu'engendre un mariage.

« Musulmans et musulmanes du Niger, les lâches promoteurs du « sexe pour tous » ayant rompu la fragile trêve, les associations islamiques se sentent en droit d'informer et de mobiliser les musulmans. »

Cet extrait est issu d'une « Déclaration des associations islamiques contre la dégradation des mœurs et l'introduction de l'éducation sexuelle à l'école », publiée le 25 mars 2017 sur le site Niger Inter. Ces organisations prônent que cette « éducation » favoriserait une trop grande liberté sexuelle, contraire aux mœurs, pratiques religieuses et serait par ailleurs fomentée par des agents étrangers. En même temps, ces associations s'opposent avec véhémence aux projets de loi interdisant « le mariage des filles de nos villes et villages avant l'âge de 18 ans ». Comment comprendre ces positions à première vue contradictoires ?

En 2014, le nombre de femmes mariées avant 18 ans est estimé à 700 millions, et plus d'une sur trois l'a été avant l'âge de 15 ans. La majorité des mariages précoces (MP) ont lieu dans les pays en développement.

L'Afrique de l'Ouest est la région du monde où la prévalence est la plus élevée. Parmi les 10 pays enregistrant les taux les plus élevés de MP, la moitié se situe dans cette région. Le Niger et le Mali sont les plus concernés avec une prévalence respectivement de 77 % et 61 % de MP.

Notre recherche au Mali et au Niger, réalisée en 2016 et 2017, a porté sur les causes profondes qui expliquent la persistance du mariage précoce. Pourquoi et comment le mariage précoce est-il pratiqué et pourquoi persiste-t-il dans certaines régions malgré les multiples projets mis en œuvre pour y mettre fin ?

....

Le mariage précoce comme alternative

Les normes sociales locales au Niger comme au Mali influencent largement les logiques d'acteurs mobilisées dans les trajectoires matrimoniales des adolescentes. Dès la puberté, une fille non mariée est considérée comme une célibataire pour laquelle un conjoint est souhaitable, et passé 15 ans cette

situation est perçue comme constituant un problème. Durant l'adolescence, la principale crainte des parents est que leur fille puisse devenir enceinte hors mariage. En effet, l'idéal de virginité est loin d'être réalisé dans la pratique.

La présence d'« enfants naturels » dans les familles est perçue comme une grande honte, d'autant plus que la honte est un régulateur social majeur, lié au regard des proches.

Le terme de « bâtard » reste une injure grave. En même temps, l'avortement est moralement condamné, en particulier en raison de l'idéologie religieuse dominante, l'islam.

Il en résulte que plus une adolescente est mariée tôt, plus le risque d'une grossesse hors mariage s'éloigne. Face aux difficultés économiques mais aussi morales de prise en charge d'une fille mère et ses enfants au sein du foyer familial, le mariage apparaît comme la meilleure solution aux yeux des parents.

Par ailleurs, le faible niveau et l'échec scolaire favorisent la décision du mariage précoce. Sur un effectif total de 916 femmes mariées précocement au Mali, 366 ont dû quitter l'école, tandis que 294 ne sont jamais allés à l'école....

La résistance à « un impérialisme occidental »

La résistance se manifeste surtout à travers les discours, comme en témoignent ces extraits d'entretiens :

« Dieu nous a fait le choix, nous devons le suivre... Nous devons suivre le prophète comme modèle, mais aujourd'hui, les organismes et certains oulémas sont en train de lutter contre le soi-disant mariage précoce, alors que beaucoup de filles de 13 ans tombent enceintes hors mariage. De ce fait, on a commis un péché ». (Leaders religieux, commune I de Niamey, Niger.)

« Je suis convaincu que s'il y avait eu le référendum, les Maliens allaient boycotter le code. Je suis convaincu aussi que les Maliens ne sont pas contre les mariages précoces. » (Coordinateur des chefs de village, région de Kayes, Mali)

Au Niger le projet du code de la famille et du statut de la personne n'a jamais pu être adopté, et le projet de loi sur la scolarisation de la fille, incluant un module sur l'éducation sexuelle dans les programmes de l'enseignement secondaire, ont été retirés par le gouvernement en 2014, à l'origine de ces projets, face à la mobilisation islamiste qui avait ébranlé sa propre majorité à l'Assemblée nationale. (Leader de groupe islamique, Tchadoua, Niger) ;

« les politiques de populations au Niger ne correspondent pas à la foi des Nigériens » (Leader religieux, Radio Anfani Niamey, Niger).

Cet argument rencontre un fort écho au sein des populations, comme en témoigne cette une commerçante rencontrée à Niamey (Niger) :

« Les blancs n'aiment pas qu'on ait beaucoup d'enfants parce que quand on a beaucoup d'enfants, ils n'auront pas notre richesse. C'est une façon de limiter les naissances, c'est Allah qui amène la maladie et c'est Allah qui amène la santé, les blancs nous considèrent comme des animaux. »

Les politiques de contrôle de la natalité sont en effet promues par l'Occident (États ou ONG, souvent chrétiennes) et apparaissent comme méprisantes pour les valeurs identitaires africaines, qui considèrent la fertilité comme une valeur, et une nombreuse progéniture comme une richesse et l'assurance d'être pris en charge pour ses vieux jours.

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons.

Vous pouvez verser vos dons

Soit au compte IBAN BE75 0014 8192 2651 - BIC :
GEBABEBB

de « Azawagh ASBL » (sans attestation fiscale)

Soit au compte IBAN BE10 2100 4715 6604 de Caritas
International avec la communication

« P1267/Azawagh/Niger »

avec attestation fiscale pour les dons de 40 € minimum.

Les dons effectués par une société sont également
déductibles mais le total des dons effectués ne peut
dépasser, par exercice social, 5% des revenus imposables
(ou encore un montant total maximum de 500.000
euros).